



ARABIE SAOUDITE ET ÉMIRATS ARABES UNIS : À L'EST DU NOUVEAU

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Pays du Golfe en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis

25 février au 6 mars 2022

Une délégation du groupe d'amitié s'est rendue en Arabie saoudite, puis aux Émirats arabes unis, du 25 février au 6 mars 2022, concomitamment au déplacement d'une délégation de la commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication¹.

Conduite par M. Olivier Cadic, président, la délégation du groupe d'amitié était également composée de Mme Nathalie Delattre, présidente déléguée pour l'Arabie saoudite, et de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, présidente déléguée pour les Émirats arabes unis.

I.- L'Arabie saoudite, un leader régional en pleine mutation

A – Une diplomatie désormais plus affirmée

L'accession du fils du roi Salman, Mohammed Ben Salman (MBS), au titre de prince héritier en 2017 a entraîné un rajeunissement des cadres dirigeants et une plus grande ouverture du pays sur le monde. Membre du G20, pays leader de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), initiateur et à l'avant-garde du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG), l'Arabie saoudite ambitionne désormais, sous l'impulsion Prince héritier Mohammed ben Salmane, de devenir un acteur international incontournable en restreignant notamment sa dépendance vis-à-vis des États-Unis.

L'entretien de la délégation avec le vice-ministre des Affaires étrangères, S.E. Walid Al Khuraiji, a permis d'évoquer l'engagement

militaire du Royaume au Yémen, son approche du Levant ainsi que sa position concernant l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie. Soulignant que son pays prônait la paix, le respect de l'intégrité territoriale et des principes de la charte des Nations unies, le vice-ministre s'est voulu rassurant, sur le plan énergétique, en indiquant que le Royaume souhaitait éviter une crise en ce domaine.



Entretien de M. Olivier Cadic (à gauche) avec M. Nayef Al-Hagraf (à droite)

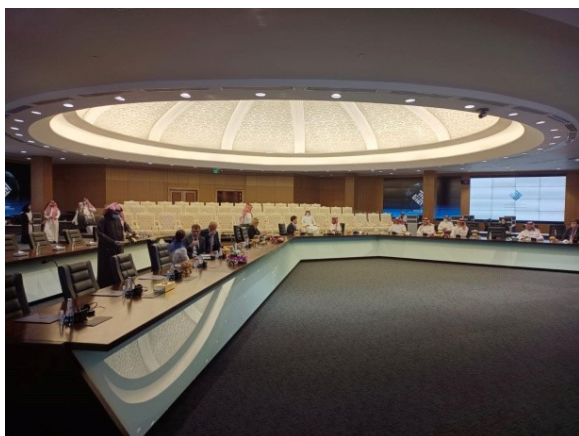
La délégation s'est par ailleurs entretenue avec M. Nayef Al-Hagraf, Secrétaire général du CCEAG. Créé en 1981, il réunit l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les EAU, le Koweït, le Qatar et Oman et vise tant une intégration économique que le développement d'une politique de défense commune. L'échange a porté sur le conflit au Yémen et l'initiative de paix présentée par Riyad le 22 mars 2021. Le Secrétaire général a partagé les préoccupations des États-membres à l'égard de l'Iran, perçu comme un élément moteur des crises régionales (Syrie, Irak, Yémen et Liban).

¹ Conduite par M. Olivier Lafon, président de la commission, celle-ci était composée de M. Pierre Ouzoulias, Mme Céline Boulay-Espéronnier, Mme Sonia de La Provôté, M. Jacques Groperrin et M. Lucien Stanzione.

La délégation a également été reçue à l'assemblée consultative (*Majilis al Shura*), qui compte 150 membres nommés pour quatre ans par le Roi, dont 20 % de femmes. L'entretien avec son vice-président, S.E. le Dr Meshaal bin Fahm Al Salmi, a démontré l'importance de la relation bilatérale franco-saoudienne, notamment interparlementaire. Il a ainsi été convenu de créer un groupe de travail commun entre les deux assemblées sur la lutte contre le terrorisme radical. Enfin, la délégation a été accueillie par le Dr Ayman Fadil, président du groupe d'amitié Arabie saoudite-France, et quelques membres du groupe.

B – Une implication croissante dans la lutte contre la menace terroriste

Victime depuis les années 90 d'attaques sur son territoire, le Royaume saoudien a fait de la lutte contre le terrorisme un instrument clé de sa politique, au croisement entre stabilité interne du régime et hégémonie régionale. Membre de la coalition contre Daech en Syrie et en Irak, Riyad a développé une collaboration étroite avec les États-Unis et l'Union européenne en termes d'échange de renseignements, a fortement renforcé sa législation contre le financement du terrorisme et a ouvert un centre de déradicalisation.



Présentation au centre Etidal de Riyad

Inauguré en 2017 et dénommé *Etidal* (« modération » en arabe), ce dernier se fixe pour objectif de lutter contre l'idéologie extrémiste sur Internet et de promouvoir une culture de la modération et de la tolérance. Regroupant douze pays et rattaché directement au Prince héritier, il collecte en ligne des données dans le monde entier, analyse sur cette base les ressorts de l'extrémisme et diffuse sur les réseaux sociaux des contre-narratifs.

Accueillie par son Secrétaire général, le Dr Mansour al-Shammari, ainsi que des chercheurs et experts développant des algorithmes et modèles, la délégation a pu mesurer le degré d'innovation technologique et d'efficacité de ces derniers, dont les taux d'exactitude peuvent aller jusqu'à 98 %.

C – Une diversification économique en vue de « l'après-pétrole »

Première économie du Moyen-Orient et vingtième mondiale, l'Arabie saoudite doit principalement sa richesse au pétrole, dont elle demeurerait en 2019 le premier exportateur et deuxième producteur mondial. Conscient de sa trop grande dépendance à un produit aux cours volatiles, dont les pics de production (« *peak oil* ») et de demande seront à terme atteints, le Royaume, sous l'impulsion du Prince MBS, s'est engagé dans une diversification impliquant le passage d'une économie de rente et de redistribution à une économie productive, reposant sur le secteur privé et l'innovation.

Vaste programme de réformes socio-économiques lancé en 2016, le plan stratégique Vision 2030 ambitionne ainsi de développer les énergies renouvelables, l'industrie de défense, le numérique, le spatial, ainsi que la culture et le tourisme. Plusieurs « giga-projets » conçus dans ces domaines ont été confiés au fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF), sous l'autorité directe du Prince héritier. La délégation a ainsi visité la *Diriyah Gate Development Authority* (DGDA). Cet organisme vise à faire du site At-Turaif, inscrit à l'UNESCO et berceau de la dynastie Al-Saoud, l'une des premières destinations touristiques de la région. Il s'agit de redonner vie à son patrimoine historique et de contribuer à renforcer un récit national redéfinissant l'identité du pays sur une base moins religieuse.

M. Olivier Cadic, président du groupe d'amitié, a par ailleurs rencontré M. Philippe Gas, directeur général du projet Qiddiya. Cette future « ville du divertissement », en construction à 40 km de la ville de Riyad, devrait être achevée en 2030. Elle ambitionne de devenir la plus grande place de parcs d'attraction au monde et d'accueillir plus de 40 millions de visiteurs par an, mais aussi de divertir une population saoudienne dont la moitié est âgée de moins de 25 ans.

Enfin, la délégation a eu le privilège de visiter le site archéologique d'Al-Ula, deuxième site Nabatéen après Petra, situé dans le Nord du pays. Dans le cadre de l'accord intergouvernemental signé en 2018 entre la France et l'Arabie saoudite, l'expertise française, *via*

l'Agence française pour le Développement d'Al-Ula (AFALULA), a été mise au service de l'ensemble du projet de développement du site dans de nombreux domaines (culture, tourisme, hôtellerie, enseignement supérieur, infrastructures, agriculture...).



Les délégations du groupe d'amitié et de la commission de la Culture sur le site Al-Turaif

II.- Les Émirats arabes unis, un « hub » mondialisé reliant Orient et Occident

A – Un état moderne partenaire de la France au Moyen-Orient

Fondée en 1971, la Fédération des Émirats arabes unis (EAU), constituée de sept émirats, est dirigée dans les faits par Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan (« MBZ »), Prince héritier d'Abou Dhabi. État moderne et prospère de 9 millions d'habitants, à 90 % de nationalité étrangère, elle a su diversifier son économie pour devenir une plateforme internationale basée sur la finance, le commerce, les hautes technologies, le tourisme et le divertissement.

La rencontre avec des membres du Conseil national fédéral, chambre consultative composée à parité de conseillers hommes et femmes, a permis de souligner l'importance de la coopération franco-émirienne en matière de lutte contre le terrorisme et l'islam politique. Elle a aussi été l'occasion d'exprimer les attentes émiriennes vis-à-vis de notre pays dans le rapprochement entre les EAU – signataires des accords d'Abraham – et Israël, notamment grâce au dialogue inter-parlementaire.

La relation entre la France et les EAU est marquée par une grande proximité des points de vue sur de nombreux dossiers au Moyen-Orient et des échanges fréquents au plus haut niveau. La mise en place d'un Dialogue stratégique en 2012, qui a fait l'objet d'une nouvelle feuille de route pour la décennie

2020-2030, permet d'en cadrer les principaux projets structurants. Limités dans un premier temps aux hydrocarbures, ils se sont élargis notamment à l'innovation, au luxe et aux services, les EAU accueillant aujourd'hui 600 entreprises françaises et constituant le deuxième pays investisseur du CCEAG en France.



La réception au Conseil national fédéral

La dynamique franco-émirienne s'appuie sur une communauté française parmi les plus importantes de la région, estimée à 25 000 personnes, dont 10 000 élèves scolarisés. L'ouverture en 2017 du Louvre Abou Dabi, que la délégation a visité avec son directeur, valorise l'expertise française en matière d'ingénierie culturelle à travers un accord intergouvernemental qui vient d'être prorogé pour dix ans.

B – De forts enjeux en matière de défense et de sécurité

Les relations entre la France et les EAU dans le domaine stratégique sont très denses, notamment *via* un accord de défense structurant. À Abou Dabi, la délégation a visité la base de Mina Zayed, qui appuie nos opérations militaires déployées dans le golfe arabo-persique et l'Océan indien, comme *Apagan*, qui a abouti à l'évacuation de 2 834 personnes d'Afghanistan, ou *Narcops*, qui a permis la saisie de 32,8 tonnes de drogue, soit 73 % des saisies de la Marine nationale.

Dans le domaine de la sécurité, les EAU sont un partenaire étroit de la France en matière de lutte anti-terroriste, à un niveau ministériel, qui se traduit par des échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Les Émirats consacrent de très nombreux moyens et recourent aux technologies les plus modernes pour prévenir la criminalité, le radicalisme et l'extrémisme.

La délégation a ainsi visité le *Safe City Center* de la police d'Abou Dhabi, et notamment la salle des opérations de sécurité. Le réseau important de caméras associé à l'intelligence artificielle permet d'anticiper crimes et comportements dangereux. Cette approche, sans doute trop intrusive dans les libertés individuelles pour notre pays, pourrait cependant alimenter la réflexion pour améliorer par exemple la sécurité routière.



La délégation devant la frégate Guépratte sur la base de Mina Zayed

C – L'exposition universelle de Dubaï, expression du soft power émirien

Symbole de l'ouverture à l'international des EAU dans les domaines de l'évènementiel, du divertissement et des loisirs, l'exposition universelle de Dubaï a réuni, du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2022, 192 participants présentant chacun, pour la première fois, leur

propre pavillon. Ayant pour thème « Connecter les esprits, Construire le futur », elle est la première exposition universelle organisée dans la région Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud (MEASA) et marque le 50^{ème} anniversaire de la fondation des EAU.

La délégation a visité les pavillons des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Koweït et de Bahreïn, ainsi que le pavillon français, « Lumière, lumières », troisième pavillon le plus visité de l'exposition. Elle y a été reçue par M. Érik Linquier, commissaire général de la France à l'exposition et président de la Compagnie française des expositions (Cofrex), que le groupe d'amitié avait déjà accueilli au Sénat en mars 2021.

Enfin, la délégation a été reçue, sur le site de l'exposition, par Cheikh Nahyan bin Mubarak Al Nahyan, Ministre de la Tolérance et de la Coexistence et Commissaire général de l'exposition, auprès duquel elle a salué la parfaite organisation et le formidable succès de cet évènement international.

*

Ce déplacement aura permis à la délégation d'apprécier tant les convergences stratégiques rapprochant l'Arabie saoudite et les EAU (prise de distance avec les États-Unis, coopération dans le conflit yéménite, développement de nouveaux partenariats avec des pays comme la Chine), que la rivalité qu'entretiennent ces deux États du Golfe autour de projets de développement économiques désormais relativement similaires, ainsi que pour imposer leur *leadership* au niveau régional.

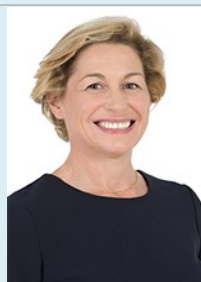
Composition de la délégation



M. Olivier CADIC

Président du groupe d'amitié

Sénateur représentant les Français établis hors de France (Union Centriste)



Mme Nathalie DELATRE

Présidente déléguée pour l'Arabie saoudite

Sénatrice de la Gironde

(Rassemblement Démocratique et Social Européen)



Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM

Présidente déléguée pour les Émirats arabes unis

Sénateur représentant les Français établis hors de France (Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_661.html